

Plus de 7 Français sur 10 ne veulent pas du retour du projet de loi bioéthique



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 16 juin 2020

Source [Le salon Beige] Selon un sondage Ifop pour le collectif Marchons Enfants, plus de 7 Français sur 10 ne veulent pas du retour en urgence du projet de loi bioéthique autorisant la PMA sans père. Pour eux, la crise du Covid impose d'autres priorités.

Alors que quelques parlementaires font campagne pour un retour au plus vite des débats parlementaires sur le projet de loi bioéthique, les Français ont bien d'autres priorités. C'est ce qui ressort de l'enquête Ifop réalisée du 12 au 15 juin auprès d'un échantillon représentatif de 1005 personnes.

Les priorités des Français pour les 12 prochains mois sont claires :

- la sauvegarde de l'emploi (42%),
- le pouvoir d'achat (41%)
- l'efficacité du système de santé (37%).
- la sécurité (23%),
- la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique (23%),
- l'éducation (17%)
- l'avenir du système des retraites (16%),

Mais aussi l'immigration, la lutte contre le racisme, l'équilibre des comptes publics, les violences conjugales...

La procréation médicalement assistée pour les femmes seules et les couples de femmes se classe à la toute dernière place (1%). Et lorsqu'on demande aux Français de se prononcer spécifiquement sur cette question de la PMA pour les femmes seules ou les couples de femmes, ils sont plus de 6 sur 10 (61%) à estimer que ce n'est pas une priorité. Et ils sont encore plus nombreux parmi les électeurs d'Emmanuel Macron (64%).

Logiquement, moins de 3 Français sur 10 (29%) veulent la reprise des débats parlementaires sur le projet de loi bioéthique, et même encore moins chez les électeurs d'Emmanuel Macron : 21% seulement. En revanche, une très large majorité de Français, plus de 7 Français sur 10 (71%) estiment que le projet de loi bioéthique doit rester suspendu ou retiré pour donner la priorité à la gestion des conséquences de la crise du Covid-19. La pression exercée par quelques députés pour une reprise des débats parlementaires du projet de loi bioéthique est par ailleurs perçue par près des deux tiers des Français (62%) comme une manœuvre de diversion ou de tactique électoraliste dans le contexte actuel de crise sanitaire, économique et sociale.

Les résultats sont clairs. Les Français attendent une action du gouvernement et de sa majorité pour répondre aux urgences de la crise du Coronavirus : emploi, pouvoir d'achat, système de santé. A l'opposé d'un retour au « monde d'avant », ils souhaitent la suspension du projet de loi bioéthique voire son retrait. La priorité est de relever le pays, la société et son économie.